la vingt-sixième législature, même s'il ne comptait pas le nombre requis de députés pour faire adopter toutes les mesures qu'il aurait désirées, a réussi, grâce à l'aide et à l'appui d'autres représentants en cette Chambre, à faire adopter certaines mesures législatives qui figurent dans nos statuts et sont parmi les plus importantes de l'histoire du Canada. Le dernier gouvernement minoritaire aurait pu exercer le pouvoir pendant toute la durée de son mandat. Il n'a pas été défait; il a décidé sans motif valable d'en appeler au peuple. Les électeurs ont reconnu qu'on avait fait appel à eux sans raison suffisante et, le jour du scrutin, ils ont répondu au gouvernement à leur façon.

Ce Parlement peut et devrait fonctionner comme il faut, et le gouvernement ne saurait s'excuser de ne pas présenter les mesures législatives qui s'imposent, du fait qu'il est minoritaire. Il y a beaucoup à faire. Nous avons besoin d'un programme de pensions et d'un programme d'assurance frais médicaux. Nous parlons d'une guerre à la pauvreté. Une politique en matière de main-d'œuvre s'impose. Il y a des problèmes constitutionnels à régler. Il faut reconsidérer nos relations avec les États-Unis et, par-dessus tout, il faut à tout prix relever le niveau de vie dans notre pays.

Je ne veux pas faire preuve d'une trop grande naïveté en cette assemblée en disant que toutes les différences qui nous séparent pourraient disparaître avec une bonne dose de serviabilité et d'optimisme que prêche le scoutisme. Ce n'est pas ce que je veux dire. Je ne sous-estime pas non plus les conflits qui sont à la base des diverses doctrines politiques. Je soutiens que pour préserver les idéologies politiques que nous représentons, nous devons réaliser de grandes choses durant cette législature, sinon nous devons en rendre compte au peuple canadien.

Des changements s'imposent, selon moi, si nous voulons que la législature actuelle atteigne cet objectif et donne vraiment des résultats. En premier lieu, l'attitude des deux anciens partis devrait changer. Tout d'abord, le secret ressentiment vis-à-vis des tiers partis de la Chambre, qui permet aux deux anciens partis de faire cause commune sur un point et de paraître unis, car ils ne le sont vraiment en aucune autre façon, ce léger ressentiment doit disparaître. Les deux anciens partis doivent renoncer à cette façon d'agir. Si je dis cela, monsieur l'Orateur, c'est que bien que nous comptons relativement peu de sièges à la Chambre, je rappelle aux députés de l'opposition que nous avons recueilli presque autant de suffrages qu'eux,

eu égard au chiffre de la population. (*Applaudissements*)

Une voix: C'était un accident.

M. Saltsman: Un honorable député a parlé d'accident. A mon avis, c'était plus qu'un accident: c'était un choix fait de propos délibéré par les Canadiens. La présence des petits partis à la Chambre, ainsi que des députés indépendants, équivaut certainement à une mise en accusation des deux vieux partis. Notre présence ici indique que les deux vieux partis n'ont pas donné aux Canadiens le genre de vie qu'ils désirent, la qualité de vie qu'ils croient souhaitable dans le pays.

Une voix: Et nous allons y demeurer.

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, puis-je signaler qu'il est six heures?

M. l'Orateur: Plaît-il à la Chambre de déclarer qu'il est six heures?

Des voix: D'accord.

LA CONSTITUTION

LE DÉPÔT DE LETTRES

L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, je sollicite l'indulgence de la Chambre afin de revenir à l'appel des motions pour déposer des lettres échangées entre le premier ministre Lesage et le premier ministre du Canada (M. Pearson) concernant la formule d'amendement à la Constitution.

Des voix: D'accord.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, si l'on autorise le gouvernement à revenir à l'appel des motions pour cette raison, on devra nous donner la possibilité de répondre. En l'occurrence, M. Lesage a simplement coupé l'herbe sous le pied du gouvernement en faisant aujourd'hui cette communication à l'Assemblée législative de Québec. Si on nous autorise à répondre, alors c'est parfait.

M. l'Orateur: On ne suivra cette méthode que si la Chambre y consent à l'unanimité.

Des voix: D'accord.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, serait-on d'accord pour revenir à l'appel des motions à huit heures? Les députés pourraient ainsi faire des observations peut-être nécessaires après le dépôt de ces documents?